



PREFET DE LA RÉUNION

Préfecture

SAINT-DENIS, le 24 avril 2018

Direction des relations externes
et du cadre de vie

Bureau du cadre de vie

ARRÊTE n° 2018 - 710 /SG/DRECV

Portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2017- 1442/SG/DRECV en date du 7 juillet 2017 portant enregistrement de l'élevage EARL le Domaine de MELOSIE, pour l'exploitation d'un élevage porcin, sur le territoire de la commune de Saint-Benoît.

LE PREFET DE LA REUNION

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU le titre 1^{er} et IV du livre V du code de l'environnement en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU le décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2017 – 1442/SG/DRECV en date du 7 juillet 2017 portant enregistrement de l'élevage EARL le Domaine de MELOSIE, pour l'exploitation d'un élevage porcin, sur le territoire de la commune de Saint-Benoît ;
- VU la demande en date du 14 février 2018 présentée par l'EARL le Domaine de MELOSIE en vue de porter son élevage de porcs à 770 animaux-équivalents sous la rubrique 2102-2a de la nomenclature des installations classées, sis au 97 chemin du Cap - Sainte Anne, sur le territoire de la commune de Saint-Benoît ;
- VU le dossier technique joint à cette demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé, dont l'aménagement a été sollicité ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 16 avril 2018 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de l'effectif de l'élevage à 770 animaux-équivalent constitue une modification notable mais non substantielle ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande d'enregistrement, en date du 16 avril 2018.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture.

ARRÊTE

TITRE 1 - Portée de l'enregistrement et conditions générales

CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée

Article 1.1.1. Exploitant titulaire, Durée, Péremption

L'arrêté n° 2017-1442/SG/DRECV du 7 juillet 2017 portant enregistrement de l'élevage EARL le Domaine de MELOSIE, pour l'exploitation d'un élevage porcin, sur le territoire de la commune de Saint-Benoît est modifié comme suit.

Les installations sont localisées sur le territoire de la commune de Saint-Benoît, 97 chemin du Cap - Sainte Anne. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'effectif de l'élevage en présence simultanée ne pourra à aucun moment excéder :

- ▲ Porcs : 770 animaux-équivalents ;

L'arrêté portant enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux ans consécutivement (article R.512-74 du code l'environnement).

CHAPITRE 1.2 Nature et localisation des installations

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations relèvent des régimes des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivants :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité autorisée
2102	2a	E	Porcs (activité d'élevage, vente, transit, etc., de) en stabulation ou en plein air, Plus de 450 animaux-équivalents (AE)	Élevage de porcs	770 AE
2160		Non soumis	Silos et installations de stockage de céréales, grains ...	Silos (tour)	< 5 000 m ³

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)
Capacité autorisée : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations enregistrées sont situées sur la commune, parcelle et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelle	Lieu-dit
Saint-Benoît	262 section BM	Sainte-Anne

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leur référence sur un plan de situation de l'élevage tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'enregistrement

Article 1.3.1. Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation, être porté par l'exploitant à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

CHAPITRE 1.4 Modifications et cessation d'activité

Article 1.4.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.4.2. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration.

Article 1.4.3. Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.4.4. Cessation d'activité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt, trois mois au moins avant celui-ci.

Il adresse au préfet :

- un plan à jour du site ;
- un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- une description de l'insertion du site dans le paysage et son environnement ;
- une description des mesures prises ou prévues pour l'évacuation ou l'élimination des déchets présents sur le site ;
- une étude sur l'usage ultérieur qui peut être fait du site, notamment en termes d'utilisation du sol ou du sous-sol ;
- une description du démantèlement des installations ou de leur nouvelle utilisation ;
- en cas de besoin, la surveillance qui doit encore être exercée sur le site.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et « la gestion des déchets » présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-46-26 et R.512-46-27 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5 Prescriptions techniques applicables

Article 1.5.1. Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs. Ainsi, les prescriptions de l'élevage suivant :

- Le récépissé de déclaration n° 2131/SPEB/BR/INSTCL en date du 04 octobre 2011 (récépissé au nom de Monsieur Sellier Jean-Marie) est abrogé.

Article 1.5.2. Arrêtés ministériels de prescriptions générales, Aménagements des prescriptions

S'appliquent à l'élevage les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 2 - Épandages

Article 2.1.1. Règles générales

Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déjections et/ou effluents sur les parcelles, dont le plan est annexé au dossier de demande d'enregistrement.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Article 2.1.2. Origine des effluents à épandre

Les déjections et/ou effluents à épandre sont issus de son élevage porcin.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

Article 2.1.3. Caractéristiques de l'épandage

Les effluents à épandre provenant de l'élevage présentent les caractéristiques suivantes :

Effluents	N total (en kg)	N efficace (en kg)	P ₂ O ₅ efficace (en kg)	K ₂ O efficace (en kg)
Lisier de porcs	4 733	1 893	2 409	3 372
TOTAL	4 733	1 893	2 409	3 372

Article 2.1.4. Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Article 2.1.5. Mise à disposition des parcelles pour l'épandage par un tiers

Plusieurs contrats lient le producteur d'effluents d'élevage à différents exploitants qui valorisent les effluents. Ces contrats définissent les engagements de chacun ainsi que leurs durées.

Des bons d'enlèvement doivent être remis avec signature au bénéficiaire après chaque opération de transfert d'effluents.

Article 2.1.6. Périmètre d'épandage

Le périmètre retenu pour l'épandage est le suivant :

Commune	Superficie totale (en ha)	Superficie Potentiellement Epandable (en ha)	Type de culture
Saint-Benoît	112,04	72,83	Canne à sucre
Saint-Benoît	1,62	0,57	Prairie
TOTAL des superficies	113,66	73,4	

Le détail du périmètre retenu est joint en annexe du présent arrêté.

TITRE 3- Modalités d'application - Voies de recours

Article 3.1.1. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.1.2. Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

1. une copie de l'arrêté portant enregistrement est déposée à la mairie de Saint-Benoît et peut être consultée ;
2. une copie de cet arrêté est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture ;
3. un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché pendant un mois à la porte de la mairie de Saint-Benoît par les soins du maire ;
4. le même extrait est affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Article 3.1.3. Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de La Réunion :

1. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3.1.4. Exécution et copie

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Saint-Benoît, le maire de Saint-Benoît, le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le maire de Saint-Benoît ;
- Madame la sous-préfète de Saint-Benoît ;
- Monsieur le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement/ SPREI et SEB ;
- Monsieur le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général



Frédéric JORAM

ANNEXE : PARCELLES D'ÉPANDAGE

Exploitant	Commune	Référence Cadastrale	Surface Totale en ha	SPE en ha	Culture
LEBON Patrick Jean Daniel	Saint-Benoît	410BK0340	0,83	0,81	Canne à sucre
LEBON Patrick Jean Daniel	Saint-Benoît	410BM0962	1,77	1,77	Canne à sucre
SELLIER Jean-Marie	Saint-Benoît	410BM0261	2,11	1,97	Canne à sucre
SELLIER Jean-Marie	Saint-Benoît	410BM0051	3,09	2,39	Canne à sucre
LEGROS Solange	Saint-Benoît	410CD0211	22,89	8,72	Canne à sucre
ETIENNE Wilhiam	Saint-Benoît	410BM0265	11,76	10,26	Canne à sucre
AJIRKAN Harry	Saint-Benoît	410BD060	6,23	6,23	Canne à sucre
CADET Guyto	Saint-Benoît	410AW237	5,19	3,07	Canne à sucre
CADET Guyto	Saint-Benoît	410AR28P	1,09	0,71	Canne à sucre
CADET Guyto	Saint-Benoît	410AR29P	3,56	3,27	Canne à sucre
CADET Guyto	Saint-Benoît	410AR1168	0,01	0,005	Canne à sucre
CADET Guyto	Saint-Benoît	410AR1169	0,02	0,01	Canne à sucre
CADET Guyto	Saint-Benoît	410AR1171	0,003	0,003	Canne à sucre
CADET Guyto	Saint-Benoît	410AR1214	3,58	3,08	Canne à sucre
CADET Guyto	Saint-Benoît	410AR1214	0,78	0,78	Canne à sucre
CADET Guyto	Saint-Benoît	410BL329	1,60	0,53	Canne à sucre
GUICHARD Jean-Yves	Saint-Benoît	410BD438	5,83	4,92	Canne à sucre
GUICHARD Jean-Yves	Saint-Benoît	410BI214	7,61	3,54	Canne à sucre
LEBEAU François	Saint-Benoît	410AW144	3,81	2,33	Canne à sucre
LEBEAU François	Saint-Benoît	410AW108	0,79	0,26	Canne à sucre
LEBEAU François	Saint-Benoît	410AW184	5,51	1,86	Canne à sucre
LEBEAU François	Saint-Benoît	410AW498	3,33	1,39	Canne à sucre
LEBEAU François	Saint-Benoît	410AW500	0,72	0,33	Canne à sucre
LEBEAU François	Saint-Benoît	PARTIE 410AS457	1,82	0,81	Canne à sucre
REMANAHO Alexis	Saint-Benoît	410BD52	8,11	7,07	Canne à sucre
REMANAHO Alexis	Saint-Benoît	410BC176	1,46	0,74	Canne à sucre
REMANAHO Alexis	Saint-Benoît	410BC177	1,43	1,15	Canne à sucre
REMANAHO Alexis	Saint-Benoît	410BC178	0,70	0,15	Canne à sucre
REMANAHO Alexis	Saint-Benoît	410BC238	0,96	0,23	Canne à sucre
TAMON André	Saint-Benoît	402AE186	2,62	1,59	Canne à sucre
TAMON André	Saint-Benoît	402AI229	1,48	1,48	Canne à sucre
TAMON André	Saint-Benoît	402AI230	1,35	1,35	Canne à sucre
TAMON André	Saint-Benoît	402AE15	1,62	0,57	Prairie
TOTAL			113,66	73,40	